

Jean-Louis Bianco (député des Alpes de Haute Provence) et Michèle Delaunay (députée de Gironde) ont pris position:



## Le Prince Jean

8 octobre 2009



Jean Sarkozy a donc fait part de sa candidature à la tête de l'Établissement public d'aménagement du quartier d'affaires de La Défense (Epad) qui constitue le premier pôle tertiaire d'Europe. L'Epad, c'est aussi un territoire qui regroupe des centaines d'entreprises employant sur place 150 000 salariés, un bassin de population de plus de 200 000 personnes (Puteaux, Courbevoie et Nanterre), et enfin, un noeud de transport (trains, RER, métros et tramways) par lequel passe quotidiennement 1

million de franciliens.

À 23 ans, le fils du président de la République est déjà président du groupe UMP/NC/DVD au Conseil général des Hauts-de-Seine. Il n'est actuellement même pas membre du Conseil d'administration de l'Epad, mais le conseiller général NC Hervé Marseille a indiqué à l'AFP qu'il démissionnerait de son poste à l'Epad pour permettre à Jean Sarkozy de briguer la présidence...

La Défense était jusqu'à présent constituée de deux territoires : celui regroupant des morceaux des communes de Puteaux et Courbevoie, sous l'égide de l'Epad d'une part et celui situé sur Nanterre (Epassa). L'Epad était à droite, au département des Hauts-de-Seine. L'Epassa, à gauche, à la municipalité communiste de Nanterre. La droite souhaite imposer un nouvel établissement public regroupant Epad et Epassa, qui sera sur pied en décembre prochain, éjectant au passage les élus de Nanterre de toute responsabilité. À l'occasion de la rédaction du décret indispensable, Patrick Devedjian a tenté à plusieurs reprises de supprimer la limite d'âge (65 ans) actuellement imposée pour la présidence de l'Epad, en vain.

Le « Prince Jean » ne compte pas attendre décembre (la décision devrait être prise le 4 novembre prochain). La barre de 65 ans valable pour l'Epad est déjà dépassée depuis l'anniversaire de Patrick Devedjian, le 26 août dernier. Profitant de son absence à l'étranger, le fils du président s'est tourné vers ses soutiens, les Balkany, qui lui apportent le soutien du groupe UMP des Hauts-de-Seine, ultra-majoritaire.

Avec raison, le maire de Nanterre Patrick Jarry indique : « Jean Sarkozy n'a aucune légitimité pour assurer la présidence de l'Epad. Il n'en est même pas administrateur. De plus, Neuilly, dont il est conseiller général, ne se situe pas dans le périmètre d'aménagement de l'opération d'intérêt national. Il s'agit de d'assurer la pérennité du clan » .

Oui, là encore, il s'agit bien de soutenir le membre d'un clan comme semble le confirmer l'implication personnelle du président de la République dans le dossier du quartier d'affaires de La Défense. Qui peut croire sérieusement en la pertinence de la candidature à la tête d'un tel établissement public de Jean Sarkozy, qui n'a d'ailleurs pas terminé ses études?

Jean-Louis Bianco & [Nicolas Cadène](#)

### **\* Népotisme et provocation\***

Michèle Delaunay dénonce comme scandaleuse et népotique la proche nomination de Jean Sarkozy, 23 ans, à la tête de l'Etablissement public d'aménagement du plus gros quartier d'affaires européen, La Défense.

Jean Sarkozy vient de finir sa deuxième année de droit et n'a à cette heure aucun diplôme connu. Cette nomination est une démonstration supplémentaire de l'absence de toute mesure du pouvoir UMP et du Président de la République.

Jusqu'où ira-t-on dans la collusion entre le pouvoir et le monde de l'argent et des affaires ?

Jusqu'à quand tolérera-t-on cette absence totale de gêne, tout autant au travers des projets de loi qui nous sont imposés en urgence comme celui concernant les jeux d'argent, que dans les nominations, qui n'ont d'autre justification que l'intérêt de personnes, de familles ou de clans ?

L'élément déterminant n'est en aucun cas la valeur des hommes, leur formation, leur mérite, leur expérience, leur talent, mais le choix d'un seul, pour son intérêt ou pour son caprice.

Que peuvent penser aujourd'hui les jeunes diplômés qui, à l'âge de Jean Sarkozy, investissent toutes leurs forces dans des études difficiles et compétitives sans trouver de débouchés professionnels ?

Ce n'est donc pas, contrairement au titre d'hier du Monde, pour tous que « Le diplôme est le sésame de la réussite ».

Comment cette nomination peut-elle ne pas être ressentie par les jeunes français qui connaissent aujourd'hui, pour près de 25% d'entre eux, chômage et désespérance, comme une provocation ? Décidément, ce gouvernement est celui du cynisme et de l'absence de gêne sans laquelle il n'y a pas de plaisir.

Où est la promotion du travail et de l'effort ? Où est la prise en compte du mérite ?

Un élu socialiste ne peut accepter sans révolte cette nomination ni la gravité de sa signification.

Espérons que l'opinion publique, alertée, réagira à cette information avant qu'elle ne soit définitivement entérinée.